

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA SAVOIE
COMMUNE DE COURCHEVEL

**MODIFICATION SIMPLIFIÉE
N°4 DU PLAN LOCAL
D'URBANISME
DE LA COMMUNE DELEGUÉE
DE LA PERRIERE**

RAPPORT DE PRESENTATION



Projet de modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme applicable sur le territoire de la commune déléguée de La Perrière

I) Rappel des procédures :

Par délibération du 30 mai 2006, le conseil municipal de La Perrière a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.).

Par la suite, ce document a fait l'objet des procédures d'évolution suivantes :

- Modification n°1, le 21 juin 2007 ;
- Modification n°2, le 29 juin 2011 ;
- Révision simplifiée n°1, le 19 septembre 2013 ;
- Modification simplifiée n°1, le 23 décembre 2015 ;
- Modification n°3, le 22 septembre 2016 ;
- Modification simplifiée n°2, le 29 mai 2018 ;
- Modification simplifiée n°3, le 26 novembre 2018 ;
- Révision allégée n°1, le 20 août 2019.

II) Les justifications de l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 2 du P.L.U. :

Les articles L. 153-45 et L. 153-46 du Code de l'Urbanisme fixent les conditions selon lesquelles une procédure de modification simplifiée peut être engagée :

Article L. 153-45 :

Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L. 153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L. 151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

Article L. 153-46 :

Le plan local d'urbanisme peut faire l'objet d'une modification simplifiée afin de supprimer le dépassement prévu au 3° de l'article L. 151-28 dans des secteurs limités, sous réserve d'une justification spéciale motivée par la protection du patrimoine bâti, des paysages ou des perspectives monumentales et urbaines.

La modulation des majorations des droits à construire prévue au 3° de l'article L. 151-28 ne peut être modifiée ou supprimée avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de l'adoption de la modification simplifiée du règlement qui l'a instaurée.

En application de l'article L. 151-41 du Code de l'Urbanisme, le PLU de la commune déléguée de La Perrière a institué plusieurs emplacements réservés (E.R.) dont celui désigné sous le n°21 situé au lieu-dit « La Nouvaz » et destiné à permettre la réalisation d'un aménagement de voirie.

La société «Veolia», exploitante du service d'alimentation en eau potable sur le territoire de la commune déléguée de La Perrière, accède à la zone de protection de captage située au lieu-dit «Au boutout» en empruntant un cheminement piétonnier à l'aval du hameau de la Nouvaz, depuis la route de Villafrou. En conséquence, l'aménagement de voirie, pour lequel l'emplacement réservé n°21 a été instauré, n'a pas vocation à être réalisé. Dans ces conditions, il peut être procédé à sa suppression.

Considérant qu'il ne s'agit ni de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, ni de diminuer ces possibilités de construire, ni de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser, la modification sus évoquée peut faire l'objet d'une procédure simplifiée telle qu'elle est codifiée par les articles L. 153-45 à L. 153-48 du code de l'urbanisme.

III) Le contenu de la modification simplifiée n°2 du P.L.U. :

La modification porte sur le plan de zonage et la liste des emplacements réservés (annexée au PLU).

- L'emplacement réservé n°21 est supprimé ce qui représente une superficie totale de 787 m² (parcelles concernées : section ZL n°22, 103 et 104).

La suppression de cet unique emplacement réservé (sur les 20 autres maintenus sur l'ensemble du territoire de la commune déléguée de La Perrière) ne constitue pas une remise en cause de l'existence des équipements publics implantés sur ce secteur. En effet, l'accès à la zone de protection de captage située au lieu-dit «Au boutout» se fait par un cheminement piétonnier à l'aval du hameau de la Nouvaz, depuis la route de Villafrou.

IV) Les textes régissant l'information du public et les décisions pouvant être adoptées à l'issue de la phase de mise à disposition :

Le dossier de modification simplifiée n° 4 du PLU est porté à la connaissance du public en vue de recueillir les éventuelles observations de celui-ci pendant un délai d'un mois.

Les articles L. 153-47, R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme détaillent les modalités de la mise à disposition. Un avis précisant l'objet de la modification simplifiée, le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations est publié en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département et affiché en mairie. Cet avis doit paraître huit jours au

moins avant le début de la mise à disposition du public et être affiché dans le même délai et pendant toutes la durée de la mise à disposition. Le projet de modification, l'exposé de ses motifs, sont mis à sa disposition en mairie ainsi que sur le site internet étant précisé que le public pourra formuler ses observations sur un registre accessible en mairie aux jours et heures d'ouverture.

Au terme de la procédure et après éventuel remaniement du projet pour tenir compte du résultat de la consultation, la modification simplifiée est adoptée par une délibération motivée du conseil municipal. L'entrée en vigueur de la modification simplifiée est subordonnée aux mesures de publicité et de transmission décrites à l'article L. 153-48 du code de l'urbanisme.

* * *